

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 164 - VENDREDI 21 DÉCEMBRE 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

Selon Fabius, la France va expérimenter une alternative à la fracturation hydraulique sur le territoire algérien. "Rien appris, rien oublié" !

## AGENDA MILITANT

**Non, nous ne croyons pas au père Noël !**



En 2013 faisons force ensemble pour l'émancipation de chacun-e et de tou-te-s !

À LIRE SUR  
[communistesunitaires.net](http://communistesunitaires.net)

### → Communisme

[État/peuple - Domination/Émancipation.](#)

P. Zarka

[Pour en finir avec le totalitarisme.](#)

R. Martelli?

### → Débat général

[La "croissance" doit être "l'idée à abattre".](#) Fr. Bouviolle

## L'austérité pour toujours ?

**M**ais comment fait-il ? Comment est-il possible de décevoir à ce point et aussi vite autant de secteurs de la population ? C'est simple : en 5 actes, le gouvernement a démontré qu'il ne remettra en cause à aucun prix les intérêts du capitalisme mondialisé.

Acte 1, il fait adopter le traité Merkozy, qui organise l'austérité à perpétuité, et ce sans qu'aucune ligne en ait été modifiée.

Acte 2, la loi de programmation budgétaire planifie la régression des dépenses publiques pour les cinq prochaines années. Une austérité qui touche la Sécurité sociale comme le budget de l'État mais va également continuer à étrangler les collectivités locales comme elle étouffe les hôpitaux publics.

Tout n'avait-il pas été annoncé dès le mois de juin dernier lorsque la porte-parole du gouvernement s'était félicitée du vote grec qui avait donné victoire à la droite d'une courte avance face à la coalition de gauche anti-austérité de Syriza ?

Acte 3, les cadeaux au patronat se multiplient dès avant Noël, la plus-value des patrons pigeons, puis les 20 milliards payés par l'ensemble de la population sous la forme de hausses de TVA. Une pression exercée sur les syndicats pour qu'ils cèdent au Medef pour déréglementer le marché du travail et accentuer la flexibilité. Pendant ce temps-là l'austérité ronge le pouvoir d'achat et le chômage explose ! On attend avec impatience, dans les jours qui viennent, les chiffres des profits des patrons du CAC 40.

Acte 4. Voici l'aéroport de N.-D.-des-Landes, un scandale écologique, démocratique, en forme de cadeau à une multinationale française, Vinci. Les grands équipements coûteux et inutiles ne sont pas des dépenses publiques pour des projets collectifs mais des transferts vers des firmes privées. Une logique qui ne peut que s'accroître... avec l'austérité qui réduit les possibilités d'investissement des pouvoirs publics. Derrière Vinci, voilà EDF qui réclame des dédommagements pour fermer la centrale de Fessenheim !

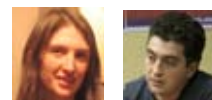
Acte 5. Voilà Mittal, patron-voyou que le gouvernement a choisi de préserver contre les salarié-e-s, donnant un signal clair de son attitude face aux autres plans sociaux en cours ou en préparation.

Des dizaines de milliards pour le patronat ; 2,5 milliards contre la pauvreté. 12 euros de plus par mois pour le RSA. Tout est dit !

Le gouvernement avance, comblant les espérances des grandes firmes transnationales et des fonds d'investissement. L'heure est à la riposte, aux mobilisations, à l'affirmation d'une alternative à la politique austéraitrice menée par le gouvernement. L'enjeu est décisif, sauf à voir la droite et l'extrême droite tirer seules le profit du mécontentement provoqué par la politique du PS au pouvoir.

● **Ingrid Hayes, Pierre François Grond**

(deux des animateurs de la Gauche anticapitaliste, composante du Front de gauche)



## Des sociétés à l'épreuve du cynisme

**Des diatribes homophobes en France au drame de la tuerie de Newtown, cette fin d'année est marquée par le cynisme des adversaires de l'émancipation, sur fond de mollesse, voire de lâcheté, des institutions publiques. Cela nous rappelle que l'émancipation n'est jamais donnée, mais toujours une conquête.**

Propos de Mitt Romney, candidat républicain à l'élection présidentielle américaine, en réponse à l'appel à voter pour lui de National Rifle Association (NRA), puissant lobby pro-armes : « *Je suis fier de pouvoir me prévaloir de leur soutien à ma candidature, et quand je serai président, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour défendre et protéger le droit des Américains qui respectent la loi à avoir et porter des armes.* »



**E**n cette fin d'année 2012, deux mondes très éloignés semblent de plus en plus s'affronter. On peut l'illustrer en citant la violence des propos de Philippe Torretton interpellant Gérard Depardieu (violence qui ne fait qu'exprimer la réalité crue) : « *Le problème, Gérard, c'est que tes sorties de route vont toujours dans le même fossé : celui du "je pense qu'à ma gueule", celui du fric, des copains dictateurs, du pet foireux et de la miction aérienne, celui des saillies ultralibérales... (...) On va se démerder sans toi pour faire de ce pays un territoire où l'on peut encore, malgré la crise, faire des films et monter des spectacles grâce à des subventions obtenues en prélevant l'impôt.* » Et on peut évoquer le débat sur la mort assistée et l'euthanasie, où l'affrontement se noue autour de la culpabilité : coupable de laisser souffrir ou coupable de tuer, rien de moins !

Mais une telle impression d'affrontement radical se ressent tout particulièrement

**Pourquoi les propos cyniques des marchands d'armes et de leurs relais nous étonneraient-ils ?**

**Le plus étonnant n'est-il pas qu'une partie de la société américaine puisse se laisser pervertir par ceux-ci, tandis qu'une autre partie - heureusement - s'y oppose ?**

lorsqu'on scrute ce qui s'exprime à l'occasion d'événements aussi différents

que la tuerie de Newton, aux États-Unis, et que le "débat" sur le mariage pour tous, l'adoption et la procréation médicalement assistée, en France. C'est peut-être que des digues mentales sautent, qui empêchaient que les confrontations s'expriment sans masque. A chaque fois, d'un côté, des défenseurs de l'ordre ancien manifestent ouvertement leur cynisme, de l'autre des citoyens qui demandent que l'on rompe avec le passé. Et dans les deux cas, des réactions institutionnelles d'une timidité confondante, à moins qu'il ne s'agisse d'une invraisemblable lâcheté. Hypothèse : tout se passe comme si des idéologies en crise - idéologie sécuritaire, idéologie xénophobe, idéologie de naturalisation des inégalités... - devaient faire payer cher à la société, et particulièrement aux dominés et aux discriminés, qu'une partie de la société ait déjà tourné la page d'un ordre social désuet, ou envisage ●●●

●●● de le faire. Et, dans le même temps, comme si les politiques se révélaient incapables de prendre en compte les aspirations au changement.

### **Cynisme des pro-armes américains, résignation du politique**

Prenons l'exemple de la tuerie dans la - réputée - paisible ville de Newton dans le Connecticut. Eléments de l'enquête - particulièrement centrés sur la famille puis sur la personnalité de l'auteur des crimes, voire sur sa psychologie -, affliction, compassion... tout l'espace médiatique a brièvement été saturé par ces thèmes, qui tous individualisent les explications du drame. Ensuite, très rapidement, est venue la énième relance du débat sur le droit des Américains à disposer d'armes, au nom du second amendement de la Constitution américaine : « *Une milice bien organisée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit qu'a le peuple de détenir et de porter les armes ne sera pas transgressé.* »

Les arguments des pro-armes sont alors revenus sur le devant de la scène (de crime), comme à chaque épisode meurtrier. Ainsi, le jour même du drame, Larry Pratt, responsable de l'association Gun Owners of America : « *Les lois fédérales et nationales ont permis qu'aucun adulte n'ait le droit d'avoir une arme dans l'école de Newtown, où des enfants* ●●●

### **Au-delà du mariage pour tous : un désir global d'égalité**

La société est-elle en avance sur les lois ou les lois sont-elles, ou devraient-elles être, en avance sur la société ? Dans le débat public, les deux se disent à propos du mariage pour tous, de l'adoption et de la procréation médicalement assistée (PMA). Les uns expliquent que l'homoparentalité existe déjà et qu'en définitive la loi ne servira qu'à donner un fondement légal à des situations déjà nombreuses. Les autres estiment que la loi ouvrira des possibilités nouvelles là où existent aujourd'hui des discriminations ancrées et intériorisées. Ne peut-on considérer que ces points de vue reflètent deux faces de la même réalité ? Ainsi, l'homoparentalité est déjà une réalité vivante, pour des dizaines de milliers de familles ; et la loi permettra d'élargir l'adoption, en permettant à des couples homosexuels d'adopter là où ils ne le peuvent pas aujourd'hui, de même que si la PMA est légalisée, des femmes qui aujourd'hui n'en ont pas pourront demain avoir des enfants.

La vraie question ne concerne-t-elle pas plutôt ce qui se joue au-delà du contenu de la loi ? Il paraissait particulièrement notable dans les propos des participants à la manifestation du dimanche 16 janvier, relayés par de nombreux articles de presse et reportages, et sur de nombreuses pancartes : le mariage n'est pas leur tasse de thé, ils n'ont pas nécessairement le projet d'adopter, ils ne souhaitent pas particulièrement faire appel à la PMA... mais ils étaient là pour des raisons qui dépassent ces revendications précises.

Ils manifestaient notamment, et viscéralement, pour avoir le droit de choisir. Et ce qu'ils manifestaient donc, c'est bel et bien qu'une partie de la société est en avance, non seulement sur les lois mais, aussi, sur une autre partie de la société dont ils contestent le pouvoir. Bref, une partie de la société fait de la lutte contre toutes les discriminations une exigence cardinale, et exprime ainsi un désir global d'égalité. Si cette société-là prenait plus de force politique, qui pourrait l'arrêter ?

**G.A.**



Les organisateurs de manifs contre le mariage pour tous ont beau faire des efforts pour ne pas donner prise à l'accusation d'homophobie, le fond transparaît sans cesse : si l'exigence d'égalité ne peut être satisfaite, c'est que le mariage pour tous est un attentat contre la société. Dès lors, quelle autre possibilité que celle de faire "disparaître" les homosexuels ?

●●● ont été tués. Cette tragédie souligne l'urgence qu'il y a à se débarrasser de ces interdictions dans les zones scolaires. » Une pétition était lancée en faveur « des armes dans toutes les classes d'école » : « si les professeurs et directeurs sont armés et entraînés à se défendre en cas d'attaque d'une école, il y aurait moins de victimes et moins de tentatives d'attaques d'école. C'est un fait : le taux de crime diminue quand les gens sont mieux armés. »

Relatant ces propos, *Le Monde* s'est attaché à médiatiser les contre-arguments, évoquant par exemple une enquête du magazine américain *Mother Jones*, qui montre qu'au cours des 61 tueries de ces trente dernières années, aucun civil n'a jamais réussi à arrêter un massacre avec son arme. Et le quotidien du soir, qui fit le choix douteux de titrer "Après la tuerie de Newtown, l'interdiction des armes à l'école remise en cause", d'exprimer sa « surprise » devant une telle logique... Mais, passé l'effet immédiat de scandale de tels propos, qu'est-ce qui, au fond, surprend dans ces positions ? Est-ce le fait que ce sont les propos cyniques de marchands d'armes et de leurs relais dans la société américaine ? Ou n'est-ce pas plutôt qu'une partie de la société américaine puisse se laisser

pervertir par de telles logiques, aussi primaires que mortifères, tandis qu'une autre partie de la même société s'y oppose totalement ?

**Tout se passe comme si des idéologies en crise - idéologie sécuritaire, idéologie xénophobe, idéologie de naturalisation des inégalités - devaient faire payer cher à la société qu'une partie d'elle-même ait déjà tourné la page d'un ordre social désuet, ou envisage de le faire.**

Ainsi, derrière le débat sur l'hypothèse qu'un adulte armé aurait pu empêcher le massacre, ou en limiter l'ampleur, il y a bien sûr toute la logique à l'œuvre dans une société où dominant la logique de l'auto-défense, l'idée de faire justice soi-même, le rejet de la solidarité, etc. A l'inverse, Michael Moore dénonce : « *La manière d'honorer ces enfants morts est*

*de demander un contrôle très strict des armes, un traitement gratuit pour les maladies mentales et la fin de la violence comme politique publique. (...) Il est trop tôt pour dénoncer une nation folle des armes ? Non, il est trop tard. Il y a eu au moins 31 fusillades dans des écoles depuis Columbine* ». Et encore : « *Les politiques disent que ce n'est pas le moment pour en parler. Vraiment ? Et quand est-ce que ce sera le bon moment ?* ».

Ainsi, comme en Europe, il y a dans la société américaine des rapports de force concernant non seulement la place de l'État mais aussi le rôle de la loi, les possibilités de régulation, les règles de la vie en société. En France, l'idée de vivre ensemble, et que cela suppose des institutions publiques fortes, des règles communes, et l'idée que la justice doit être rendue par la Justice, reste centrale. Aux États-Unis, à côté du drame des victimes de Newtown, l'autre drame est bel et bien qu'une partie importante des citoyens n'a plus dans son horizon l'idée d'une société pacifique (on n'ose pas imaginer ce qu'il peut en être d'une perspective d'émancipation...). Cependant, n'ayons pas une vision unilatérale : dans le même pays, des États légalisent, au suffrage universel direct, ●●●

●●● le mariage pour tous et dépénalisent l'usage de cannabis. Notons aussi combien la puissance du lobby pro-armes se maintient au prix d'un combat idéologique très actif depuis des décennies, avec des campagnes de communication et des actions de proximité qui entretiennent constamment le conditionnement général en leur faveur. Reste à savoir si le président Obama s'en tiendra à un projet de loi comportant des évolutions au millimètre (« *porter des armes dans des limites responsables* »), ou s'il s'appuiera sur les enquêtes d'opinion où une forte proportion de répondants se déclare favorable à une réforme plus radicale.

### Le vrai combat des hypocrites anti-mariage pour tous

Prenons maintenant l'exemple du débat en France sur le mariage pour tous, sur l'adoption et sur la procréation médicalisée assistée. Deux courants principaux sont en concurrence à droite. Civitas représente l'option de l'extrême droite et des catholiques intégristes, avec une expression publique ignominieuse. Lors de récentes manifestations, des affiches ont ainsi souligné : « Aujourd'hui, le mariage homo, demain la polygamie », et en accompagnement d'une photo d'hommes nus défilant à la gay pride : « Confiez-vous vos enfants à ces gens-là ? ». Et d'assimiler l'homosexualité tantôt à une perversion, tantôt à une maladie ou à une tare (« Oui à la famille, non à l'homofolie »). Dans le même registre, mais évitant

d'évoquer la pédophilie – sujet qui semble mettre mal à l'aise les responsables catholiques - le cardinal Barbarin avait

considéré précédemment que « *le mariage pour tous mènerait à la polygamie, voire à l'inceste* ». ●●●

### L'hypocrisie est un vice à la mode

*Dom Juan, face à Sganarelle qui l'interroge sur le fait qu'il ne croit rien mais veut s'ériger en homme de bien : Il n'y a plus de honte maintenant à cela, et tous les vices à la mode passent pour vertus. Le personnage d'homme de bien est le meilleur de tous les personnages qu'on puisse jouer aujourd'hui, et la profession d'hypocrite a de merveilleux avantages. C'est un art de qui l'imposture est toujours respectée ; et quoiqu'on la découvre, on n'ose rien dire contre elle. Tous les autres vices des hommes sont exposés à la censure, et chacun a la liberté de les attaquer hautement; mais l'hypocrisie est un vice privilégié, qui, de sa main, ferme la bouche à tout le monde, et jouit en repos d'une impunité souveraine. On lie, à force de grimaces, une société étroite avec tous les gens du parti. Qui en choque un, se les jette tous sur les bras; et ceux que l'on sait même agir de bonne foi là-dessus, et que chacun connaît pour être véritablement touchés, ceux-là, dis-je, sont toujours les dupes des autres ; ils donnent hautement dans le panneau des grimaciers, et appuient aveuglément les singes de leurs actions. Combien crois-tu que j'en connaisse qui, par ce stratagème, ont rhabillé adroitement les désordres de leur jeunesse, qui se sont fait un bouclier du manteau de la religion, et, sous cet habit respecté, ont la permission d'être les plus méchants hommes du monde? (...) Enfin c'est là le vrai moyen de faire impunément tout ce que je voudrai. Je m'érigerai en censeur des actions d'autrui, jugerai mal de tout le monde, et n'aurai bonne opinion que de moi. Dès qu'une fois on m'aura choqué tant soit peu, je ne pardonnerai jamais et garderai tout doucement une haine irréconciliable. Je ferai le vengeur des intérêts du Ciel, et, sous ce prétexte commode, je pousserai mes ennemis, je les accuserai d'impiété, et saurai déchaîner contre eux des zélés indiscrets, qui, sans connaissance de cause, crieront en public contre eux, qui les accableront d'injures, et les damneront hautement de leur autorité privée. C'est ainsi qu'il faut profiter des faiblesses des hommes, et qu'un sage esprit s'accommode aux vices de son siècle.*

*Dom Juan, ou le Festin de Pierre, Molière, Scène 2 de l'acte V.*  
<http://www.site-moliere.com/pièces/domjuan.htm>

●●● L'Église officielle et une partie de la droite réactionnaire utilisent eux une autre rhétorique, mais toujours la référence de l'immutabilité de la règle selon laquelle enfantement, filiation et parentalité forment un continuum naturel, et qu'il ne serait pas sain d'admettre que, dans la réalité de la société d'aujourd'hui, les choses sont différentes. Au-delà des différences de tons et de vocabulaire, peut-on discerner une même logique

qui traverserait ces discours, par-delà leurs différences et leurs oppositions par ailleurs ? La réponse est oui. Cette logique est qu'il existe un ordre du monde régi par la loi selon laquelle la famille normale se compose d'un homme et d'une femme, que cette famille procréée, ce qui contribue à perpétuer l'espèce, que les exemples non-conformes à ces règles doivent rester des exceptions et qu'elles doivent rester marginales afin de ne pas déstabiliser la société.

Et quel est donc cet ordre qui risquerait d'être mis en question, anéanti, par un changement des règles matrimoniales, par une transformation des conditions de la procréation et de la filiation ? La réponse est tellement simple qu'elle ne vient pas spontanément : cet ordre est celui de la famille sous domination patriarcale, qui répartit les rôles entre femmes et hommes, dans le foyer aussi bien que dans la vie économique. De fait, l'idée de l'égalité entre femmes et hommes est étrangère aussi bien à Civitas qu'aux représentants de la religion catholique.

Avec leurs dérapages homophobes et discriminatoires, ils font d'une pierre deux

coups : d'une part ils occupent des créneaux idéologiques qui fédèrent la partie de la société qui se réfère à un ordre ancien plus ou moins magnifié, plus ou moins rassurant ; d'autre part, ils obtiennent un effet de diversion par rapport au débat qu'ils ne peuvent assumer : celui sur l'égalité entre femmes et hommes. Et le piège fonctionne : beaucoup de partisans des droits nouveaux les combattent sur le seul terrain de l'homophobie, rarement sur leurs fondamentaux patriarcaux, et plus rarement encore sur leur conception des rapports sociaux en général. Est-il

permis de souligner ici qu'une approche communiste, qui par nature décloisonne les problématiques de dominations et globalise les enjeux, peut être un précieux apport ? N'y aurait-il pas une piste à envisager pour que le combat contre l'homophobie et celui pour l'égalité entre hommes et femmes se rapprochent beaucoup plus et se renforcent mutuellement ?

Du côté des timides, sincèrement hostiles à l'homophobie et qui parfois

se revendiquent de l'égalité entre hommes et femmes, c'est le débat sur l'enfant qui soucie. Mais cela n'a rien de "normal", car la mise en cause de l'aptitude des homosexuels à la parentalité devrait être rangée aux rayons des discriminations homophobes, puisque l'on sait bien que des dizaines de milliers d'hommes et de femmes en couple avec des personnes du même sexe exercent d'ores et déjà leurs rôles, assurant leurs enfants de l'amour et de l'éducation dont ils ont besoin. La société est en avance sur la loi sur ce point puisque ces familles existent déjà.

À travers ces deux débats d'actualité, où s'exprime la grande violence des cyniques, dans l'adversité face à une société qui ne correspond plus aux valeurs qu'ils souhaitent maintenir ou promouvoir, c'est encore une fois la question clef qui pointe son nez : dans quelle société voulons-nous vivre ? Au-delà de thématiques "sociétales", comme on dit parfois, demandons-nous si les mêmes affrontements ne sont pas nécessaires sur les

questions économiques traditionnelles, par exemple lorsque dominant les politiques visant à réduire les aides sociales pour mieux lutter contre la pauvreté, ou à laisser s'enrichir les plus riches en promettant plus d'égalité. « *L'hypocrisie est un vice à la mode* », écrivait Molière dans la bouche de Don Juan. Le cynisme aussi.

**Quel est donc cet ordre qui risquerait d'être mis en question par un changement des règles matrimoniales, par une transformation des conditions de la procréation et de la filiation ? La réponse est simple : c'est celui de la famille sous domination patriarcale.**

**Beaucoup de partisans des droits nouveaux combattent sur le seul terrain de l'homophobie, rarement sur la conception des rapports sociaux. Une approche communiste, qui décloisonne les problématiques et globalise les enjeux, peut être un précieux apport.**



## Bloc-Notes

**2012 : cent-cinquantième des Misérables de Victor Hugo, titré à l'origine *La misère*.** Remarquable discrétion pour cet anniversaire - comme pour celui de Rousseau. Un mauvais esprit pourrait y voir un lien avec le fait que le gouvernement ne cesse d' "aider les pauvres" en faisant connaître les secours du "115" alors que Hugo, vieil entêté, voulait supprimer la pauvreté. En face, les "Robins des bois de l'énergie", syndicalistes EDF, rétablissent le courant à ceux qui n'ont pas pu le payer. Ils transgressent la légalité de la pauvreté. Deux faces de notre monde : ceux qui n'augmentent pas le SMIC et ceux qui prouvent l'efficacité de la radicalité en actes.

**Depardieu.** Il se plaint que l'on « *brime le succès* ». Cynique ou candide ? Ayrault l'a traité de minable. Bien ! Mais quand va-t-il traiter de minable Bernard Arnaud qui a donné le signal de l'émigration fiscale ? Et Mittal ? La famille Peugeot ? Quels pouvoirs se donne-t-on contre ces minables ? Cécile Dufflot va-t-elle réquisitionner son appart pour y loger 80 Roms ou SDF ? À force de vouloir être "réaliste" ou "crédible" n'en devient-on pas timoré ?

**Alors qu'il était ( bien timidement) question de nationaliser (très temporairement) Arcelor-Mittal,** Mme Parisot a fait une syncope, déclarant que « *c'était une atteinte au droit de propriété* ». Quel droit de propriété ? Peut-on être propriétaire du sort de milliers de personnes et du devenir d'un pays ? Pourquoi aucun parti ni syndicat ne mène bataille sur de vraies nationalisations qui donnent du pouvoir au peuple sur son sort ? Si ce n'est qu'à force de vouloir être "réaliste" ou "crédible", on en devient timoré.

**Les nationalisations coûtent cher et la fiscalité fait fuir les riches,** nous dit-on. ? Pourquoi ne pas dire plus fort que les entreprises concernées ont déjà été largement payées ? Par les aides de l'État, les retards de paiements au fisc et à la sécurité sociale. Mais

d'abord par le travail. Celui de leurs salariés, des cheminots qui ont acheminé le matériel, des électriciens qui ont apporté l'énergie nécessaire, des personnels de santé qui ont maintenu la main d'œuvre en bon état, des enseignants qui l'a formée, des artistes qui l'ont enrichie culturellement... La richesse, est-ce que ce ne sont pas d'abord les activités qui font vivre une société ? Aussi, que les riches restent en France sans payer d'impôts ou qu'ils partent pour ne pas en payer, la différence n'est pas énorme. Peut-être qu'à force de vouloir être "réaliste" ou "crédible", on en devient timoré. Mais ne l'ai-je pas déjà dit ?

**L'Égypte vote.** Pour ou contre la Constitution des frères musulmans. Pourquoi ne dit-on pas qu'un des clivages n'est pas l'intégrisme mais la politique sociale et fiscale ? La fiscalité en Égypte est de 20% pour tous. Devant le manque que cela entraîne, le gouvernement veut accroître le prix des denrées de première nécessité au lieu de s'en prendre aux fortunes et de puiser dans les dividendes. Cela ne vous rappelle rien ? Pourquoi ne fait-on pas de ce clivage un point de convergence au-delà des frontières ? Peut-être parce qu'à force de vouloir être "réaliste" ou "crédible", etc., etc.

**Mariage pour tous.** Le nombre d'hétéros qui se disent concernés dépasse la solidarité morale. Cela indique le sentiment d'une analogie de situations entre toutes celles et tous ceux qui réclament d'être reconnus dans la société et qu'il ne peut y avoir de liberté que pour tous. Être "réaliste" et "crédible", c'est sans doute briser les carcans, y compris ceux de la pensée. Oser s'arracher à une normalité détestable.

● Pierre Zarka





**Cerise noire.** Et “le sidérurgiste Lakshmi Mittal” par-ci, et “le sidérurgiste Lakshmi Mittal” par-là, ont seriné les chaînes de télévision et les journaux. “Le responsable de Goldman Sachs”, devrait-on entendre. Car l’homme de fer est un homme d’argent, et, depuis 2008, l’un des administrateurs de la banque d’affaires américaine. Laquelle eut comme dirigeants Mario Draghi (gouverneur de la Banque centrale européenne), Mario Monti (récent chef du gouvernement italien), Mark Carney (futur gouverneur de la Banque d’Angleterre), et des membres du Parlement européen, du FMI ou de l’OMC. Goldman Sachs a notamment permis à Mittal Steel de faire main basse en 2006 sur Arcelor, 2<sup>e</sup> groupe sidérurgiste du monde. Ces gens-là se sont déjà rémunérés grassement sur ces opérations. Et ils auraient été indemnisés en cas de nationalisation ?

**Bigarreau.** Selon le classement annuel des riches du magazine *Challenges*, le nombre de milliardaires français est passé de 89 en 1996 à 278 en 2011. Dans le même temps, leur fortune a progressé de 21,3 milliards € à 107 milliards, soit 5 % du PIB. Le système de retraite accusera de son côté un déficit de 20 milliards en 2020, commençait-on à nous répéter. Il est temps que la richesse insolente des uns ne fasse plus la pauvreté des autres.

**Cerise rouge.** La nationalisation n’est plus un gros mot. Pour des syndicalistes de la sidérurgie, elle est un levier pour reprendre en main l’outil de production et le reconcevoir. Et pour la directrice des Affaires Juridiques de Bercy, dans sa note officielle à propos de Florange, elle paraît « l’outil le plus adapté » (*Le Canard Enchaîné* – 12/12/2012). Jusqu’au sein même du gouvernement, la chose n’est plus taboue. À ce rythme, seul le programme du Front de gauche *L’humain d’abord* ne comportera toujours pas ce mot : “nationalisation”. Pas plus que l’idée de “socialisation”. Pour gagner aux échecs, il vaut mieux avoir un ou deux coups d’avance, non ?

**Kriek.** Des militants du Parti du travail de Belgique (PTB) ont sonné à la porte d’une imposante maison en briques cerise à Néchin. Ils voulaient souhaiter la bienvenue à l’émigré fiscal et comédien Gérard Depardieu. L’acteur belge n’ayant pas donné signe de vie, ils ont déposé devant sa porte un baril de lessive spéciale, appelée “taxe des millionnaires.” C’est qu’ils se battent pour l’instauration d’un impôt sur les grandes fortunes en Belgique, qui rapporterait 8 milliards €, pour lutter contre la pauvreté. Que fait le collectif Sauvons les riches ?

**Mon chéri.** Après leur divorce, Copé et Fillon ont décidé de se remarier sans témoins, d’accoucher d’une souris dans 9 mois, et d’adopter un enfant nommé cynisme. Le cardinal André Vingt-Trois a béni cette union, après avoir estimé qu’elle n’était pas contre nature. Même l’UMP a donc deux papas.

**Cerise rose.** Le 1<sup>er</sup> ministre, J.-M. Ayrault, a préféré vouer aux gémonies l’idée de nationaliser Florange, scandaleuse aux yeux de la patronne du Medef. Risque d’effet papillon. Le 1<sup>er</sup> ministre s’est souvenu de Marx, qui écrivait qu’une idée devient force matérielle lorsqu’elle s’empare des masses.

**Cerise au chocolat.** Selon une étude du Crédit suisse de 2011, le pays d’Europe qui compte le plus de millionnaires est... la France (9 % des millionnaires mondiaux), derrière les États-Unis (41 %) et le Japon (10 %). Si les connaisseurs le disent. Quant à la possession d’armes à feu...

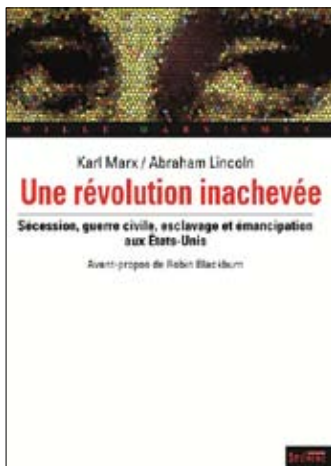
**Cerise mystère.**



Tableau offert par le FMI à une femme de chambre.

● **Philippe Stierlin** 





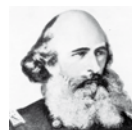
## Une révolution inachevée

Un livre qui permet de relire Marx et l'histoire du 19<sup>ème</sup> siècle sans œillères. Dans une traduction française, dont Robin Blackburn a écrit une introduction, les auteurs de la plupart des textes sont Karl Marx et Abraham Lincoln.

Ce travail fournit une foule d'éléments au sujet de la dynamique, des reclassements, des options qui parcourent le mouvement progressiste, les exilés en particulier d'Allemagne ; il met en lumière la façon dont la guerre civile construit ses principes au travers des attermolements de Lincoln. Marx les détaille et soutient en même temps, sans faille, le combat de celui-ci pour l'abolition de l'esclavage ; l'introduction appellerait, certes, une discussion au sujet de l'histoire des organisations ouvrières.

Un texte d'Engels, de 1887, montre comment s'est façonné un mouvement ouvrier : la construction d'une force tout aussi antiraciste que de classe, aussi engagée dans le combat pour l'égalité des femmes et des hommes que pour le rejet des discriminations. Marx, dans le *Capital*, décrit les liens entre l'abolition de l'esclavage et l'essor des revendications ouvrières ; comment le ferait-il sans ses amis allemands exilés et militants de l'AIT, observateurs de premier ordre, engagés dans ces combats militants.

Pour inciter à lire ce livre, voici quelques portraits d'acteurs de cette histoire.



Joseph Weydemeyer, (1818-1866). Officier prussien, fouriériste, rencontre Marx et devient membre de la Ligue des communistes. Après la révolution de 1848, émigré aux États-Unis, il publie un journal, *Die Revolution*, et des œuvres de Marx. Il participe à la création de l'*American Workers League* (« l'égalité pour tous quelle que soit la langue, la couleur et le sexe »), à la campagne de Lincoln en 1860, diffuse l'adresse inaugurale de l'AIT, est officier d'artillerie dans l'armée de l'Union.



Anneke Mathilda (1817-1884). Elle publie avec son mari le premier journal ouvrier à Cologne, puis après 1847 le premier journal féministe allemand. Elle émigre aux États-Unis, se lie à Susan Antony et publie le *Deutsche Frauen-Zeitung*.

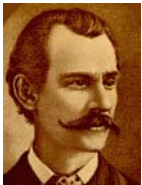


Antony Susan (1820-1906). Militante féministe américaine, liée à Mathilda Anneke, et sera arrêtée en 1872 pour avoir tenté de voter. Membre de l'*American Anti-Slavery Society* : « Où, dans le cadre de notre Déclaration d'Indépendance, l'homme saxon obtient-il le pouvoir ●●● »

●●● de priver l'ensemble des femmes et des Noirs de leurs droits inaliénables ? » En 1868 elle fonde le journal *The Revolution*.



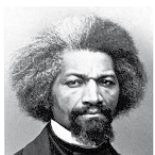
Anneke Friedrich (1818-1872), le mari de Mathilda, officier prussien, membre de la Ligue des communistes, participe à la Commune de Cologne, expulsé de l'armée, émigre aux États-Unis et participe à l'armée de l'Union avec le grade de colonel.



Parsons Albert (1848-1887). Vendeur de journaux, il s'engage à 13 ans dans l'armée confédérée. Il épouse Lucy Parsons en 1872. Il quitte le Parti républicain, s'engage dans des organisations socialistes et ouvrières ; un des martyrs de *Haymarket Square*, condamné et pendu.



Parsons Lucy (1853-1942). Féministe et anarchiste, métisse d'ascendance noire, mexicaine et indienne. Elle naît probablement esclave et doit s'enfuir à cause de son mariage interracial avec Albert Parsons. Elle participe à la création des *Industrial Workers of the World* en 1905 et jusqu'à sa mort à des combats ouvriers, féministes, et pour les droits des Afro-américains.



Douglas Frederik (1815-1895). Esclave, il s'enfuit, s'installe dans le Nord. Il participe en 1848 à la première convention pour les droits des femmes et déclare qu'il ne pourrait pas accepter en tant que Noir d'avoir le droit de vote si les femmes ne l'avaient pas. Déçu par les attermolements de Lincoln, il soutient l'armée et recrute des soldats noirs.



#### ● Pierre Cours-Salies

*Une Révolution inachevée, Sécession, guerre civile, esclavagisme et émancipation aux États-Unis*, Karl Marx & Abraham Lincoln, Syllepse, 297 p., 20 €

## Τυροπιτάκια

### Μην την κλαις !

(*Ne pleure pas sur elle !*)

Il y a 40 ans, alors qu'il était déporté à Leros – l'île des fous –, Yannis Ritsos fit parvenir clandestinement le texte de *Dix-huit petites chansons de la patrie amère* à Mikis Theodorakis qui lui en avait passé commande depuis son exil de Paris.

Le texte s'ouvre sur ces mots : « *De pauvres mots / Mouillés de larmes, mouillés d'amertume* », mais l'ultime chanson répond : « *Ne pleure pas sur la Grèce éternelle* ».

Il y a 40 ans, nul ne savait que la Grèce vivait ses dernières fêtes de Noël sous la dictature. À l'heure où la Grèce, foudroyée par la férocité du capitalisme, subit un désastre économique, social et humain sans précédent, la grande voix de Ritsos résonne à nouveau aux oreilles des Grecs. Et renforce cette certitude : « *Quand on croit qu'elle va fléchir / ... / La voici de nouveau qui s'élanche.* »

Nous ne pleurerons pas toujours !



#### ● Gilles Boitte



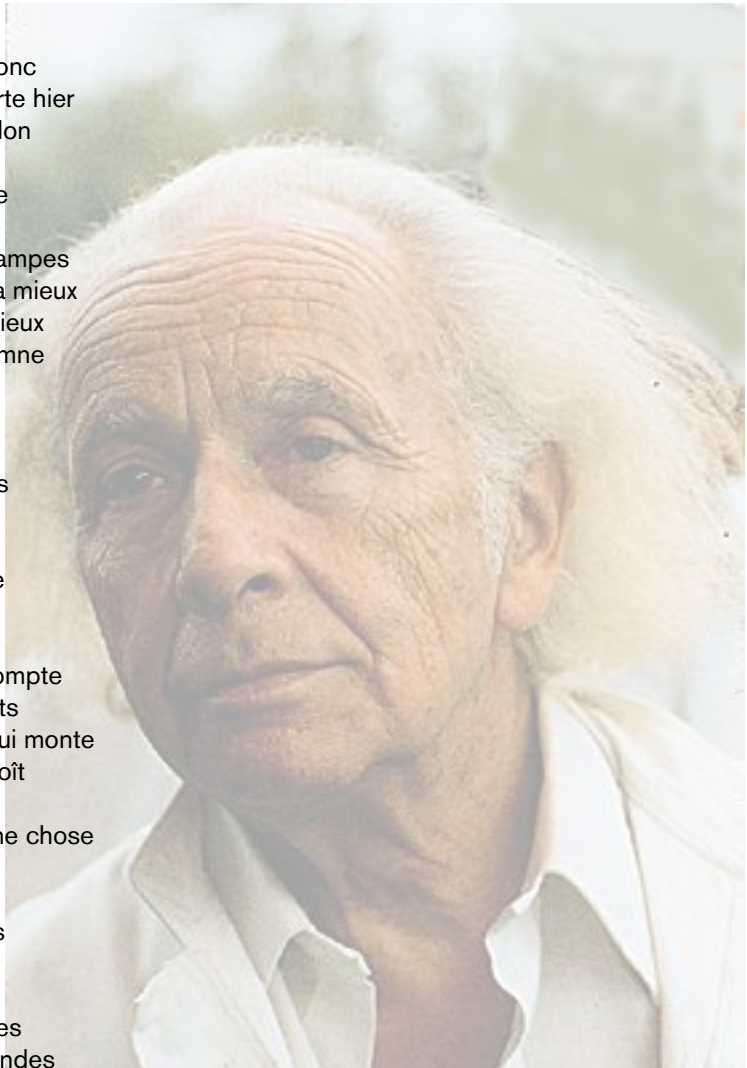
Traduit du grec par Anne Personnaz

Éditions Bruno Doucey, Collection En résistance 64 p. - 11 €

**Pour passer de 2012 à 2013, Cerises vous propose ce poème d'Aragon, transmis par Daniel Rome.**

**J'arrive où je suis étranger**

Rien n'est précaire comme vivre  
 Rien comme être n'est passager  
 C'est un peu fondre comme le givre  
 Et pour le vent être léger  
 J'arrive où je suis étranger  
 Un jour tu passes la frontière  
 D'où viens-tu mais où vas-tu donc  
 Demain qu'importe et qu'importe hier  
 Le coeur change avec le chardon  
 Tout est sans rime ni pardon  
 Passe ton doigt là sur ta tempe  
 Touche l'enfance de tes yeux  
 Mieux vaut laisser basses les lampes  
 La nuit plus longtemps nous va mieux  
 C'est le grand jour qui se fait vieux  
 Les arbres sont beaux en automne  
 Mais l'enfant qu'est-il devenu  
 Je me regarde et je m'étonne  
 De ce voyageur inconnu  
 De son visage et ses pieds nus  
 Peu à peu tu te fais silence  
 Mais pas assez vite pourtant  
 Pour ne sentir ta dissemblance  
 Et sur le toi-même d'antan  
 Tomber la poussière du temps  
 C'est long vieillir au bout du compte  
 Le sable en fuit entre nos doigts  
 C'est comme une eau froide qui monte  
 C'est comme une honte qui croît  
 Un cuir à crier qu'on corroie  
 C'est long d'être un homme une chose  
 C'est long de renoncer à tout  
 Et sens-tu les métamorphoses  
 Qui se font au-dedans de nous  
 Lentement plier nos genoux  
 Ô mer amère ô mer profonde  
 Quelle est l'heure de tes marées  
 Combien faut-il d'années-secondes  
 À l'homme pour l'homme abjurer  
 Pourquoi pourquoi ces simagrées  
 Rien n'est précaire comme vivre  
 Rien comme être n'est passager  
 C'est un peu fondre comme le givre  
 Et pour le vent être léger  
 J'arrive où je suis étranger



Pour écouter le poème chanté par Jean Ferrat :  
<http://www.youtube.com/watch?gl=FR&hl=fr&v=FaYBC5-HiUA>

**Droits de Vote pour tous les étrangers !**

À l'appel de nombreuses associations, syndicats, organisations politiques, une pétition est en cours.

Texte sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Initiatives" et sur [www.droitdevote2014.org/petition/](http://www.droitdevote2014.org/petition/)



● **Tirer les leçons du passé pour forger une stratégie d'avenir.** Dans une tribune publiée le 18/12 dans *L'Humanité*, Jean Lojkine, philosophe, sociologue, analyse la « *visée évolutive, gradualiste, du passage au socialisme,* » du PCF, avec « *d'abord la conquête du pouvoir politique, (...) par la victoire électorale du (des ?) parti de la classe ouvrière* ». Pointant l'obstacle que constituait/constitue le cadre politique, inchangé, il ajoute : « *Les interventions directes des salariés, des militants de base dans la gestion étaient toujours perçues, en effet, comme une **conséquence, une retombée** de la conquête, préalable, du pouvoir politique par le haut et non comme le **début** d'un processus de conquête de l'hégémonie dans les ateliers et les services* ». Il en vient ensuite à « *la démocratie «menée jusqu'au bout» (qui) débouche sur l'auto-gestion dans l'entreprise et la Cité, avec pour finalité la mise en cause de l'essence même du capitalisme, à savoir la scission entre le travail et le capital, entre les gouvernants et les gouvernés.* » Il pose également la question du dépassement de « *la démocratie représentative, délégataire ? Comment faire converger les collectifs autogestionnaires, les réseaux locaux, sans retomber dans la division entre une élite techno-bureaucratique et la masse des citoyens (...) ? Comment repérer dans le temps long ce qui relève de la simple amélioration du système capitaliste et ce qui relève de son dépassement, d'un véritable saut qualitatif ?* ». Révolution informationnelle, dépassement du capitalisme, nécessaire convergence des mouvements et réseaux alternatifs sont autant de mots-clefs de cette réflexion. Texte intégral sur [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), rubrique "Communisme".

● **Marc Dolez quitte le Parti de gauche** dont il a été co-fondateur. Roger Martelli, sur le site de *Regards*, évoque cette « *figure attachante d'un socialisme aujourd'hui moribond* », ancrée dans le milieu ouvrier du Nord. R. Martelli ne partage pas certaines des critiques à l'égard de J.L. Mélenchon en particulier sur les coups portés plus au PS qu'à la droite, car « *on ne peut ignorer (...) la situation nouvelle qui s'est créée avec le tournant ouvertement social-libéral de l'équipe au pouvoir* » ou encore sur le lien fait par J.L. Mélenchon entre écologie et socialisme. Si R. Martelli n'est pas un « *un chaud partisan de "l'écocapitalisme"*, ce n'est pas par dévotion à l'égard du "primat" de la question sociale, (...) Si primat il doit y avoir, c'est à la lutte contre un système global qui entremêle, de façon indissociable, l'exploitation, la domination, la discrimination, l'aliénation et la dégradation des équilibres de l'homme et de la nature. Question sociale, question écologique, question de genre, question démocratique, question de « *l'altermonde* » : autant de facettes d'un même combat, qui doit s'exprimer haut et fort dans l'espace politique, pour y être le ferment de nouvelles majorités. » Par contre, pour R. Martelli, en devenant un simple « *membre actif du Front de gauche* » Marc Dolez pose en grand la question du dépassement d'un simple cartel : « *Qui est membre du Front de gauche sans être membre d'une de ses organisations partisans n'a pas de lieu où il puisse débattre et décider, à égalité avec d'autres. Dépasser cette situation, faire en sorte que le Front (...) respecte aussi bien les individus que les structures partisans : peut-être est-ce l'enjeu majeur pour l'avenir du Front dans les prochains mois.* »

